

Convention collective

IDCC : 9222. – **EXPLOITATIONS D'HORTICULTURE,
DE PÉPINIÈRES ET DE MARAÎCHAGE
(CÔTES-D'ARMOR)**
(15 décembre 1983)

(Etendue par arrêté du 30 mars 1984,
Journal officiel du 12 avril 1984)

■ *Journal officiel* du 17 janvier 2008

**Arrêté du 9 janvier 2008 portant extension d'un avenant à la
convention collective de travail concernant les exploitations
d'horticulture, de pépinières et de maraîchage du département
des Côtes-d'Armor (n° 9222)**

NOR : AGRF0800666A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 131-3 et L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 30 mars 1984 portant extension de la convention collective de travail du 15 décembre 1983 concernant les exploitations d'horticulture, de pépinières et de maraîchage du département des Côtes-d'Armor et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 8 janvier 2007 à ladite convention ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 14 septembre 2007 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Arrête :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'avenant n° 60 du 8 janvier 2007 relatif aux congés pour événements familiaux à la convention collective de travail du 15 décembre 1983 concernant les exploitations d'horticulture, de pépinières

et de maraîchage du département des Côtes-d'Armor sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, à l'exclusion du sixième tiret du premier alinéa de l'article 26 (Congés pour événements personnels), tel qu'il résulte dudit avenant, comme contrevenant aux dispositions de l'article L. 122-45 du code du travail lesquelles prohibent toutes formes de discrimination en rapport notamment avec la situation familiale du salarié.

Le premier tiret du premier alinéa de l'article 26 susmentionné de la convention, tel qu'il résulte de l'avenant susvisé, est étendu sous réserve que dans le respect des dispositions de l'article L. 122-45 précité du code du travail, le congé de quatre jours accordé au salarié à l'occasion de son mariage le soit également à l'occasion de la conclusion d'un pacte civil de solidarité.

Le deuxième tiret du premier alinéa de ce même article 26 de la convention, tel qu'il résulte de l'avenant susvisé, est étendu sous réserve que, dans le respect des dispositions de l'article L. 122-45 précité du code du travail, le congé de trois jours accordé au salarié lors du décès de son conjoint le soit également lors du décès du partenaire avec lequel il est lié par un pacte civil de solidarité.

Le dixième tiret du premier alinéa de ce même article 26 de la convention, tel qu'il résulte de l'avenant susvisé, est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 122-20-1 du code du travail aux termes desquelles tous les salariés âgés de seize à vingt-cinq ans, et pas seulement les apprentis, qui doivent participer à l'appel de préparation à la défense bénéficient d'un congé exceptionnel rémunéré de un jour.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1^{er} est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 janvier 2008.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du travail
chargé de la sous-direction
du travail et de l'emploi,*

J.-P. MAZERY

Nota. – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007-37, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.